



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2022-19  
Séance du 10 mars 2022 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-deux, le dix mars à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

**Présents :** MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Didier Huber, Jean-René Oudinet, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra, Alexis Viala  
Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Elodie Joannot, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell

**Absents ayant donné procuration :** M. Théo Briane pouvoir à M. Michel Perez, M. Sylvain Deyrat pouvoir à M. Didier Huber, M. Philippe Lenoir pouvoir à M. François Petit, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Frédérique Berard, Mme Irène Vilaplana pouvoir à Mme Paloma Pervent

**Absents excusés :** Mme Souhila Gouard

**Absents :** Nathalie Balsan

**Secrétaire de séance :** M. Joël Salgues

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Présents :** 16

**Absents :** 2

**Procurations :** 5

**Votants :** 21

**Date de convocation et affichage**

4 mars 2022

**Objet :** Convention de gestion de services numériques communs – protection des données à caractère personnel : autorisation de signature

M. le maire informe les membres du conseil municipal que Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de l'ensemble de ses communes membres des outils partagés afin de répondre conjointement aux défis et aux opportunités qu'offrent la numérisation, la dématérialisation et l'information des collectivités territoriales.

Il rappelle qu'au cours des années précédentes une convention a été passée par la commune pour les outils suivants : administration électronique, procédure des marchés publics, open data et services en ligne aux usagers, a été conclue et arrive à échéance.

M. le maire informe qu'il est nécessaire de poursuivre cette coopération en conformité au règlement général de la protection des données désormais en vigueur au sein de l'ensemble des états de l'Union Européenne et qu'il convient de procéder à leurs renouvellements.

La convention est conclue pour les années 2022-2023 et 2024. Le montant de la prestation établie en fonction des applications mise en œuvre par la commune s'élève à cent cinquante euros et onze cents (150, 11 €) par an.

M. le maire donne lecture de la convention et donne la parole aux élus qui le souhaitent.

Le conseil municipal, après discussion et à l'unanimité

- se prononce favorablement sur la convention présentée,
- dit que les crédits relatifs à cette dépense seront inscrits au budget primitif de chaque année correspondante,
- donne pouvoir à M. le maire pour signer la convention et tous les documents relatifs à cette affaire.

Roger CAIZERGUES

maire

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 7.1.1